

Manifestation 22 mars 2018 à Tarbes : Article de la Nouvelle République du 23 mars 2018 :



Ce matin, dans les rues de Tarbes, les manifestants étaient beaucoup plus nombreux que lors de la dernière manifestation pour les retraites, jeudi dernier, où il y avait un peu plus de 2.000 personnes. Étudiants, professeurs des écoles ou des lycées, agents hospitaliers, électriciens et gaziers, postiers, cheminots, intermittents du spectacle, retraités, avocats : le cortège avait une composition variée. Au cœur des revendications de la manifestation haut-pyrénéenne : le recul des services publics, en particulier dans les zones rurales et de montagne.

Devant le palais de justice, les avocats en grève brandissaient une banderole où il y avait écrit : «Vous avez aimé faire 50 km pour aller à l'hôpital ? Vous allez adorer faire 100 km pour accéder à la justice». «Nous allons organiser des déserts comme en Espagne où tout est concentré dans les villes», s'indigne Michel, retraité du ministère des Finances. «Nos entreprises ont une stratégie globale d'abandon total des zones rurales, déplore Jean-Marc Dabourcabe, président du comité d'entreprise des électriciens et gaziers.

Le groupe Enedis prévoit de supprimer 2.000 d'emplois d'ici 2020 dans les zones rurales. Il veut rapatrier l'activité sur les grandes villes.» La dénonciation de «la politique ultralibérale» du gouvernement était également en première ligne des préoccupations des manifestants. «Quand un service public perd de l'argent, il faut le fermer mais quand il en rapporte, il faut le privatiser», estime encore Michel. «Gel des financements, suppressions de postes : cela dénote une certaine incompréhension de ce que doit être un service public qui est géré comme une entreprise.

«Ceux qui ont voté Macron se réveillent aujourd'hui avec la gueule de bois», pense Simon, professeur de physique dans le supérieur. Intermittent du spectacle, Roland,

55 ans, «s'oppose de plus en plus à la politique ultralibérale. Le contrôle des chômeurs, c'est absolument scandaleux. On prend prétexte de quelques fraudeurs pour pénaliser lourdement des gens qui sont déjà dans la merde. Je suis très en colère contre ce gouvernement. Je n'attendais rien de lui mais c'est encore pire que je croyais».

Cette politique de dérégulation commencée bien avant l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence de la République serait à l'origine de la dégradation des conditions de travail dans les services publics. Jean-Christophe, agent technique au centre hospitalier de Tarbes, trouve que «le travail est de plus en plus compliqué. Nous manquons cruellement de personnel et les charges de travail augmentent constamment, avec des conséquences graves, comme notamment l'absentéisme dû à la fatigue».

Les cheminots bloqués à Tarbes

110 cheminots n'ont pas pu partir à la manifestation nationale à Paris «parce que la direction leur a bloqué les trains», affirme la CGT. Ils ont donc rejoint le cortège tarbais pour manifester aux côtés des fonctionnaires.